

QUE madame Gilda Routy et monsieur Philippe Archambault soient remboursés des frais de voyage et de séjour occasionnés par l'exercice de leurs fonctions conformément aux règles applicables aux membres d'organismes gouvernementaux adoptées par le gouvernement par le décret numéro 2500-83 du 30 novembre 1983.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
JUAN ROBERTO IGLESIAS

63666

Gouvernement du Québec

### Décret 688-2015, 11 août 2015

CONCERNANT la nomination d'un membre du conseil d'administration de la Société de la Place des Arts de Montréal

ATTENDU QUE le premier alinéa de l'article 4 de la Loi sur la Société de la Place des Arts de Montréal (chapitre S-11.03) prévoit que la Société de la Place des Arts de Montréal est administrée par un conseil d'administration composé de onze membres, dont le président et le président-directeur général;

ATTENDU QUE le deuxième alinéa de l'article 4 de cette loi prévoit que le gouvernement nomme les membres du conseil, autres que le président de celui-ci et le président-directeur général, en tenant compte des profils de compétence et d'expérience approuvés par le conseil, après consultation de la Ville de Montréal ainsi que d'organismes socioéconomiques et culturels à vocation nationale et à vocation régionale et que ces membres sont nommés pour un mandat d'au plus quatre ans;

ATTENDU QUE le deuxième alinéa de l'article 5 de cette loi prévoit que les membres du conseil d'administration, autres que le président-directeur général, ne sont pas rémunérés, sauf dans les cas, aux conditions et dans la mesure que peut déterminer le gouvernement mais qu'ils ont cependant droit au remboursement des dépenses faites dans l'exercice de leurs fonctions, aux conditions et dans la mesure que détermine le gouvernement;

ATTENDU QUE l'article 7 de cette loi prévoit que les membres du conseil d'administration demeurent en fonction, malgré l'expiration de leur mandat, jusqu'à ce qu'ils soient remplacés ou nommés de nouveau;

ATTENDU QU'en vertu du décret numéro 332-2010 du 14 avril 2010, monsieur Denis Piché a été nommé de nouveau membre du conseil d'administration de la Société de la Place des Arts de Montréal et qualifié comme membre

indépendant en vertu du décret numéro 1200-2011 du 20 novembre 2011, que son mandat est expiré et qu'il y a lieu de pourvoir à son remplacement;

ATTENDU QUE les consultations requises par la loi ont été effectuées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre de la Culture et des Communications :

QUE monsieur Pierre Bernier, chef de la direction, Les Celliers Intelligents inc., soit nommé membre du conseil d'administration de la Société de la Place des Arts de Montréal pour un mandat de quatre ans à compter des présentes, en remplacement de monsieur Denis Piché.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
JUAN ROBERTO IGLESIAS

63667

Gouvernement du Québec

### Décret 689-2015, 11 août 2015

CONCERNANT l'approbation des plans et devis de Kenauk Nature pour le projet de modification de structure du barrage X0007547 situé à l'exutoire du lac Papineau, sur le territoire de la municipalité de Notre-Dame-de-Bonsecours

ATTENDU QUE Kenauk Nature soumet, pour approbation du gouvernement, les plans et devis du projet de modification de structure du barrage X0007547 situé à l'exutoire du lac Papineau, sur le territoire de la municipalité de Notre-Dame-de-Bonsecours;

ATTENDU QUE ce barrage est utilisé pour le maintien du lac Papineau à des fins récréatives et de villégiature;

ATTENDU QUE les travaux projetés consistent à procéder à la consolidation du barrage en place afin d'assurer le maintien du niveau d'exploitation historique du lac Papineau, l'évacuation sécuritaire des crues et l'amélioration de la stabilité du barrage en respect des normes minimales de sécurité et des règles de l'art;

ATTENDU QUE le barrage repose sur une partie du lot 469A de la paroisse de Notre-Dame-de-Bonsecours du Canton de Papineau;

ATTENDU QUE les terrains et le lit du cours d'eau affectés par le barrage sont du domaine privé et que Kenauk Nature détient les droits suffisants sur ces terrains;

ATTENDU QUE l'autorisation de modification de structure requise en vertu de l'article 5 de la Loi sur la sécurité des barrages (chapitre S-3.1.01) a été délivrée par le ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques le 6 juin 2015;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 71 de la Loi sur le régime des eaux (chapitre R-13), nul ne peut construire et maintenir un barrage, une digue, une chaussée, une écluse, un mur ou un autre ouvrage servant à retenir les eaux d'un lac, d'un étang, d'une rivière ou d'un cours d'eau sans que les plans et devis s'y rapportant n'aient été approuvés par le gouvernement, à moins qu'il ne s'agisse d'ouvrages pour lesquels des plans et devis doivent être soumis à l'approbation du gouvernement en vertu d'autres dispositions de cette loi ou d'ouvrages d'une nature non permanente visés à l'article 39;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 75 de cette loi, le gouvernement peut approuver purement et simplement tous plans et devis qui lui sont transmis pour approbation en vertu de la section IX de cette loi ou les approuver en y apportant les modifications et conditions qu'il juge opportunes ou utiles, ou en refuser l'approbation;

ATTENDU QUE les plans et devis faisant l'objet de la présente demande d'approbation ont été examinés par trois ingénieurs du Centre d'expertise hydrique du Québec du ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques et qu'ils ont été jugés acceptables;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques :

QUE soient approuvés, aux conditions générales d'approbation ayant fait l'objet de l'arrêté en conseil numéro 682 du 26 avril 1963, les plans et devis suivants de Kenauk Nature pour le projet de modification de structure du barrage X0007547 situé à l'exutoire du lac Papineau, sur le territoire de la municipalité de Notre-Dame-de-Bonsecours :

1. Un devis technique intitulé « Consolidation de la structure de retenue à l'exutoire du lac Papineau – Barrage N° X0007547 », daté, signé et scellé le 12 décembre 2014 par M. Miroslav Chum, ingénieur, totalisant environ 39 pages;

2. Un plan intitulé « Localisation régionale du lac Papineau », portant le numéro Plan 1, daté, signé et scellé le 12 décembre 2014 par M. Miroslav Chum, ingénieur;

3. Un plan intitulé « Localisation du barrage Papineau », portant le numéro Plan 2, daté, signé et scellé le 12 décembre 2014 par M. Miroslav Chum, ingénieur;

4. Un plan intitulé « Bathymétrie en amont du barrage », portant le numéro Plan 3, daté, signé et scellé le 12 décembre 2014 par M. Miroslav Chum, ingénieur;

5. Un plan intitulé « Vue en plan du barrage – Situation actuelle », portant le numéro Plan 4, daté, signé et scellé le 12 décembre 2014 par M. Miroslav Chum, ingénieur;

6. Un plan intitulé « Profil longitudinal – Coupe A - A – Situation actuelle », portant le numéro Plan 5, daté, signé et scellé le 12 décembre 2014 par M. Miroslav Chum, ingénieur;

7. Un plan intitulé « Coupes transversales – B - B, C - C, D - D – Situation actuelle », portant le numéro Plan 6, daté, signé et scellé le 12 décembre 2014 par M. Miroslav Chum, ingénieur;

8. Un plan intitulé « Vue en plan du barrage – Situation projetée », portant le numéro Plan 7, daté, signé et scellé le 12 décembre 2014 par M. Miroslav Chum, ingénieur;

9. Un plan intitulé « Profil longitudinal – Coupe E - E – Situation projetée », portant le numéro Plan 8, daté, signé et scellé le 12 décembre 2014 par M. Miroslav Chum, ingénieur;

10. Un plan intitulé « Coupe transversale – Coupe F - F – Situation projetée », portant le numéro Plan 9, daté, signé et scellé le 12 décembre 2014 par M. Miroslav Chum, ingénieur;

11. Un plan intitulé « Coupe transversale – Coupe G - G – Situation projetée », portant le numéro Plan 10, daté, signé et scellé le 12 décembre 2014 par M. Miroslav Chum, ingénieur;

12. Un plan intitulé « Coupe transversale – Coupe H - H – Situation projetée », portant le numéro Plan 11, daté, signé et scellé le 12 décembre 2014 par M. Miroslav Chum, ingénieur.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
JUAN ROBERTO IGLESIAS

63668